

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et AL.SACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

	Baisse	Raies
3 0/0	81 »	» 25 »
3 0/0 amortiss.	82 65	» 15 »
4 1/2 0/0 1883	110 25	» 15 »
Cons. anglais	93 5/16	1/8 »
Italie	95 »	» 30 »
Flor. autric. (or)	89 »	» 30 »
Esp. Extér. nouv.	58 7/16	1/8 »
Egyptien 6 0/0	328 75	3 75 »
Ch. Egyptiens	436 25	6 25 »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 45	» 15 »
Banque ottomane	525 »	3 75 »

PARIS, 20 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

La Chambre, sur la demande de M. Demôle, ministre des travaux publics, remet à demain la fixation du jour où sera discutée l'interpellation de M. Papon, relative à l'installation d'eau de Paris.

La Chambre adopte les projets de lois relatifs à la création de ressources extraordinaires dans les départements de la Corse et de la Nièvre, et, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi relatif aux travaux du port de Bône.

La Chambre, sur la demande de M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères, passe à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour les frais de réception de l'ambassade marocaine.

Le projet de loi est adopté par 340 voix contre 2 sur 342 votants.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation des crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1883-1884.

M. le vicomte de Dession de Saint-Aignan expose qu'à la Chambre a déjà voté sur l'exercice 1885 240 millions de crédits supplémentaires et qu'elle aura encore à voter 20 millions sur le même exercice. Il s'agit des crédits qui ont été sciemment omis dans le budget primitif.

Un crédit de 20,000 francs est demandé pour la laïcisation du Panthéon; il faudra le voter tous les ans; c'est une coûteuse satisfaction aux passions antireligieuses.

A la fin, le ministre du commerce demande le rétablissement d'un crédit pour frais d'une mission éventuelle en Espagne pour l'étude du coton.

M. Jules Roche, rapporteur, dit que la commission accepte cette addition.

Le projet de loi est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Balue, concernant l'administration de M. Mézières sur les acquits à caution.

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

Le conseil supérieur de l'instruction publique vient de se réunir sous la présidence de M. Goblet.

Après une allocution du ministre, la commission se divise en sous-commission afin d'examiner les diverses propositions qui lui sont soumises.

La plus importante de ces propositions concerne le baccalauréat; on croit que le statut qui plus ou moins amélioré sera en vigueur.

Dijon, 20 juillet.

Election d'un conseiller général pour le canton d'Is-sur-Tille.

Inscrits	3,027
Votants	2,355
MM. Meunier, union républicaine	1,013
Le comte Gudin, impérialiste	988
Buquet, républicain	355

Il y a ballottage.

Toulon, 20 juillet.

La Zivie, commandant Bienvenu, avec 312 hommes d'équipage et 610 passagers civils ou militaires, est partie, allant au Tong-King.

Charbourg, 20 juillet.

Le croiseur Volta, venant du Tong-King, est arrivé, à Charbourg.

EXTÉRIEUR

Londres, 20 juillet.

Le Morning Post apprend que le gouvernement anglais a reçu de Constantinople une longue dépêche relative à une entente récemment conclue entre la France et la Turquie, et en vertu de laquelle le gouvernement français s'engage à faire occuper l'Asie Mineure par ses troupes, sous le commandement d'un officier français, en face d'Alep, position d'une importance stratégique considérable, si on la fortifie.

Madrid, 19 juillet, soir.

Il y a eu aujourd'hui, à Madrid, six cas de choléra et deux décès.

La Epoca engage le ministre des affaires étrangères à demander des explications au gouvernement anglais, au sujet du discours prononcé par sir M. Hicks Beach, à propos du traité de commerce anglo-espagnol.

Berlin, 20 juillet.

M. de Radowitz, consul général d'Allemagne à Zanzibar, est attendu ici au commencement d'août. On pense que, d'après les informations qu'il va donner au gouvernement allemand, le cabinet de Berlin fera faire une démonstration armée contre le sultan de Zanzibar, par la flotte actuelle sur les côtes de l'Afrique orientale.

Cette flotte, commandée par l'amiral Knorr, comprend 2,000 hommes d'équipage et 18 canons; les vaisseaux qui la composent, sont le Bismarck, le Slosch, le Gneisenau, l'Elisabeth, et la Marie, la canonnière Hyäne et le vapeur Eagle.

Le traité conclu entre le sultan de Zanzibar et l'Italie vient d'être envoyé à Rome pour y être ratifié.

En vertu de ce traité, les nationaux de chacun des deux pays pourront en pleine liberté voyager, résider, commercer, acheter, vendre, prendre à bail, établir des magasins et dépôts d'approvisionnement de tous genres sur le territoire de l'autre.

Le traité porte que la clause de la nation la plus favorisée sera applicable à chacun des deux pays. Il établit en outre à quelle juridiction seront soumises les querelles entre particuliers, règle les questions d'hérédité et de faillite, et stipule qu'on portera réciproquement aide aux navires de l'un et de l'autre nation en cas de péril ou de naufrage. Enfin, il porte que les marchandises et les navires des deux nations contractantes ne paieront que les droits ou taxes imposés aux nations jouissant de la clause de la nation la plus favorisée; qu'aucun article de commerce ne sera prohibé à l'importation ou à l'exportation, et que le commerce sera parfaitement libre.

Rome, 20 juillet.

Le Borsen Courier apprend qu'un certain nombre d'explorateurs, qui probablement deviendront des colons, sont sur le point de quitter Berlin pour la Nouvelle Guinée.

Le chef de l'expédition sera un ex-officier prussien.

Berlin, 20 juillet.

Le Borsen Courier apprend qu'un certain nombre d'explorateurs, qui probablement deviendront des colons, sont sur le point de quitter Berlin pour la Nouvelle Guinée.

Le chef de l'expédition sera un ex-officier prussien.

INFORMATIONS

A moins de contre-ordre, le président de la République partira pour Mont-sous-Vaudrey le 6 ou le 7 août prochain.

Son absence se prolongera jusqu'aux premiers jours d'octobre.

Voilà qui peut s'appeler de bonnes vacances!

Hsu-King-Tschang, ministre plénipotentiaire de Chine à Berlin, qui est attendu mercredi prochain à Paris, ne s'installera que provisoirement à l'hôtel de la légation.

Nous sommes en mesure d'annoncer, en effet, qu'un ministre spécial doit être accrédité près le gouvernement français.

Le nouveau titulaire sera nommé aussitôt après la ratification officielle du traité de Tien-Tsin.

On sait que M. Cogordan, sous-directeur au ministère des affaires étrangères, a été désigné pour assister M. Patenôtre dans les négociations ouvertes en vue de conclure un nouveau traité de commerce avec la Chine.

Le choix de M. Cogordan s'explique par ce fait qu'il a suivi pour ainsi dire pas à pas, depuis deux ans, les divers incidents du conflit franco-chinois.

Ce fonctionnaire procède en ce moment, de concert avec M. Bourée, notre ex-plénipotentiaire à Pékin, à une sorte d'enquête commerciale sur nos importations en Chine.

Cette enquête est sur le point d'être terminée, de telle sorte que M. Cogordan pourra s'embarquer à Marseille par le paquebot du 16 août prochain.

M. Chapelle Napias, directeur de l'Indépendant de Constantine, qui tua d'un coup de revolver l'inspecteur de police Desmoutiers, qui le provoquait, vient d'être condamné par la cour d'assises à huit mois de prison et 10,000 fr. de dommages-intérêts.

L'Indépendant, journal opportuniste, était le principal soutien du député Thomson. Le parti est atterré par cette condamnation.

Huit mois de prison pour avoir tué un agent de police; voilà qui est étrange, alors que, dans une autre émeute, des hommes ont reçu douze cents francs de pension pour avoir commis le même haut fait.

Vienne la Commune nouvelle, et le citoyen Napias recevra certainement une récompense nationale.

Nous rappelons à nos amis qui auraient des communications à adresser au Comité Central Impérialiste que le siège de ce Comité est 29, rue d'Anjou. Les bureaux sont ouverts de deux heures à cinq heures.

M. Clémenceau à Bordeaux

A l'exemple de Gambetta et de M. Jules Ferry, qu'il a combattus tour à tour, M. Clémenceau a entrepris de porter en province la bonne parole républicaine. Il a prononcé hier un discours à Bordeaux.

Parmi les nombreux programmes républicains qui circulent et se font concurrence, le sien est celui de la République progressiste.

En quoi consiste cette variété? C'est ce qu'il est allé expliquer à Bordeaux.

Nous souhaitons que ses auditeurs aient compris.

D'abord, M. Clémenceau reproche à la République, telle qu'elle existe actuellement, de reposer, dit-il, sur des institutions monarchiques. Que cherchent les opportunistes? L'union; l'orateur la déclare impossible pour les républicains, parce qu'il y a naturellement entre eux divergence de principes.

Les républicains ont, en effet, à l'heure qu'il est, plusieurs comités d'avis différents, et un certain nombre de manifestes qui ne concordent pas entre eux.

Quel est le bon comité et quel est le bon manifeste? Ici, l'orateur s'attaque directement aux opportunistes:

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Voilà ce qui semble résulter, d'après le résumé télégraphique, du discours de M. Clémenceau.

Du reste, l'orateur ne semble pas s'être expliqué fort clairement sur la République progressive, qui est la sienne. Ne serait-ce pas celle que ferait de M. Clémenceau un président du conseil? Mystère et discrétion! Mais enfin, garder le silence sur un sujet pareil, n'est-ce pas aussi de l'opportunisme?

Quant à cette fraction du parti républicain, qui a longtemps détenu le pouvoir, elle n'a ni programme, ni manifeste, ni politique avouables; elle ne constitue pas un parti de gouvernement; elle est dans l'obligation de chercher un appui derrière des sénateurs inamovibles, c'est-à-dire derrière des hommes sans mandat. Les opportunistes s'adressent en ce moment au suffrage restreint pour duper le suffrage universel.

En un mot, pas d'opportunisme, et, d'autre part, pas d'union entre les républicains.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

Un candidat ordinaire aurait pour lui les services rendus à la patrie, et les ferait passer avant les services rendus à son parti. Mais, en bon révolutionnaire qu'il est, le citoyen Songeon place au-dessus de tout les services rendus par lui à la cause rouge.

république. Au n° 261 du boulevard Voltaire, on lit :

Maison J... constructeur-mécanicien. Au 22 juillet, pour cause d'agrandissement, mes ateliers et magasins sont transférés à Marseille (Bouches-du-Rhône).

L'industrie parisienne obligée, pour s'agrandir, d'émigrer jusqu'à la Cannebière... Quel comble ! Et dire qu'il est des grinchoux qui prétendent que les affaires ne vont pas !

Nous trouvons, dans les annonces d'un journal belge, l'avis suivant :

« Un jeune peintre, qui désire changer de profession, demande une place de commis-voyageur dans la nouveauté et de présence dans la lingerie. » Il paraît que le pauvre diable trouve qu'il est plus facile de placer des toiles blanches que des toiles peintes.

Echo du Palais :

Le décret qui a avancé les vacances judiciaires a fait la joie du plus grand nombre des magistrats et, ajoutons-le, des avocats.

En effet, pendant les fortes chaleurs, nombre de vieux magistrats se sentent envahis, au cours des longues audiences, par le sommeil. Alors les malheureux avocats sont obligés d'élever le diapason de leur voix et de se livrer à de fatigants effets oratoires pour tenir en haleine l'attention des magistrats.

A ce sujet, rappelons une vieille anecdote, toujours jeune :

Un avocat plaidait : les juges dormaient. Tout à coup, l'avocat improvise ce vers :

La cour, dans son sommeil, n'écoute plus ma voix.

Le président se réveille en sursaut et répondit à cette impertinence :

La cour, à son réveil, vous suspend pour trois mois.

Le défenseur répliqua :

Et moi, plus puissant que la cour, Je me suspendis pour toujours.

Mauvais vers, mauvaise rime. Excusez l'auteur, comme nous excusons les magistrats. Qu'il devrait donc faire chaud ce jour-là !

GAZETTE DE PARIS

LA BOURSE DE COMMERCE

Le projet de création d'une Bourse de commerce à Paris n'est pas nouveau. D'après le rapport si remarquable présenté par M. Marius Martin, au conseil municipal, au nom des commissions des finances, de la voirie et du domaine de la Ville, il remonte officiellement au commencement de l'année 1881. Il résulte d'une pétition du comité central des chambres syndicales demandant l'établissement d'une Bourse de marchandises et de transactions commerciales, spécialement affectée au commerce parisien. Il était déjà question, à cette époque, d'y consacrer la Halle aux blés en en dégageant les abords.

La Chambre de commerce de Paris avait elle-même depuis longtemps étudié ce projet et les moyens pratiques de le mener à bonne fin. On reconnaît bientôt que la désaffectation de la Halle aux blés ne présentait aucun inconvénient depuis l'abolition du factorat qui lui avait fait perdre sa destination primitive de grenier à réserves pour la boulangerie.

Après bien des vicissitudes, après bien des projets contradictoires réunis avec beaucoup de lucidité par M. Marius Martin dans son rapport, le conseil municipal a, au bout de quatre années, adopté l'avant-projet qui a été soumis à une enquête publique, close il y a dix jours.

Cette enquête n'a donné lieu à aucune protestation qui méritât d'être consignée. Rien donc, sur ce point, ne s'oppose à la réalisation de l'entreprise ; mais il en est un autre sur lequel le conseil municipal a trouvé et rencontre encore de la résistance de la part des ministres.

Le conseil municipal, s'appuyant sur les précédents et l'esprit des lois constitutives des chambres et bourses de commerce qui autorisent les conseils à percevoir sur les patentes des centimes spéciaux pour faire face à des dépenses de la nature de celles dont il s'agit, dépenses qui ne sauraient être supportées par les produits de l'octroi, avait voté un article admettant que :

« Des centimes spéciaux seront perçus sur les patentes des trois premières classes de la construction d'une Bourse de commerce et de ses abords. »

Nous sommes heureux d'apprendre que la Chambre de commerce, pour aplanir cette dernière difficulté, vient de proposer au conseil municipal une transaction. Elle lui demande de renoncer à l'application des cinq centimes spéciaux et s'engage en échange à verser à la ville de Paris une somme de 250,000 francs par an pendant les 60 années que durera la concession. Il y a tout lieu d'espérer que le conseil municipal acceptera cette proposition.

En attendant, nous allons dire quelques mots de l'avant-projet, tel qu'il résulte des plans, dessins et légende déposés à l'enquête et du rapport de M. Marius Martin.

L'entreprise comprend non seulement la création d'une Bourse de commerce dans la Halle aux blés et la construction de deux annexes, mais encore l'achèvement des Halles centrales et le prolongement de la rue du Louvre, entre les rues Saint-Honoré et Coquillière, travaux nécessaires pour le dégagement complet de la Bourse de commerce.

L'immense rotonde de la Halle aux blés occupera le centre d'un carré parfait, formé par les Halles centrales actuelles, la rue Coquillière, dont la plus grande largeur atteindra 30 mètres, la rue des Deux-Ecus, portée à 20 mètres, et le prolongement de la rue du Louvre.

Cette vaste opération entraînera la démolition de plus de 160 immeubles situés dans les rues de Viarmes, Babille, Mercier, de Sartine, Orlin et de Vanves, qui disparaîtront entièrement, et dans les rues Sauval, Vauvilliers, Coquillière, Jean-Jacques Rousseau, des Deux-Ecus, d'Orléans et Saint-Honoré, qui se trouvent atteintes en partie, soit par la formation de la place de la Bourse de Commerce, où s'élèveront les nouvelles cons-

tructions, soit par le prolongement de la rue du Louvre.

Le chiffre des expropriations nécessitées par cette opération est évalué à 25 millions. — Celui des travaux à exécuter pour la transformation de la Halle aux blés en Bourse de commerce et la construction des deux annexes est fixé à 2 millions.

La rotonde conservera son aspect monumental actuel. La façade principale sera vers la rue du Louvre, avec inscription indiquant sa nouvelle destination. Le pourtour extérieur, représenté aujourd'hui par la rue de Viarmes, sera soustrait à la circulation des voitures et disposé en préau avec marquise soutenue par des colonnes en fer formant un promenoir en communication directe avec le hall central par les nombreuses baies de l'édifice. Chacune de ces baies portera le nom d'une des grandes villes de France.

Autour du hall où se réuniront les agriculteurs, commerçants et industriels pour conclure et traiter les affaires, seront réservés des emplacements pour une salle de vente publique et une salle de réunion, où les courtiers de correspondance officielle et feront leur correspondance. Trente deux bureaux seront établis dans cette partie circulaire du rez-de-chaussée et cent trente-quatre au premier étage et dans les combles. Ils seront occupés par les courtiers des différents commerces, les banquiers escompteurs, les repositaires, les assureurs, les représentants des agences maritimes, des magasins généraux, des producteurs de France et de l'étranger. Ils feront de la Bourse le grand centre du négoce du monde entier. La coupole qui est, ainsi que je l'ai dit la semaine dernière dans l'historique que j'ai fait de la Halle aux blés, couverte de cuivre étamé, sera entièrement vitrée et éclairera suffisamment les bureaux donnant sur le hall. Il en sera de même pour les couloirs circulaires et ceux des premier et deuxième étages.

La colonne de Médicis, dont j'ai rappelé aussi les curieux souvenirs historiques, ne sera pas un des moindres ornements de la nouvelle Bourse.

Les deux constructions à élever de chaque côté de la façade du monument sur l'alignement de la rue du Louvre, avec deux ailes faisant retour sur les rues Coquillière et des Deux-Ecus, seront affectées aux aménagements complémentaires de la Bourse. Elles encadreront parfaitement le monument.

D'après les plans déposés à l'enquête ces constructions se composeraient d'un rez-de-chaussée, d'un entresol, de deux étages avec mansardes au dessus. Les ailes seraient surmontées d'une coupole. Ces aménagements complémentaires comportent des comptoirs de banque et de change, de commission, de bureaux de navigation, d'entreprises de transport et d'installation de certaines industries qui doivent se grouper autour de la Bourse, tels que restaurants, cafés, cercles, salles d'exposition, de conférences, etc.

De l'autre côté de la place, aux deux autres angles du carré vers les Halles centrales, seront construits plus tard les deux pavillons qui doivent compléter ces halles.

Une fontaine monumentale s'élèvera devant la façade de la Bourse vers la rue du Louvre. Deux autres fontaines, également monumentales, seront placées entre les annexes et les nouveaux pavillons des halles, l'une vers la rue Coquillière et l'autre vers la rue des Deux-Ecus. Si l'on joint à ces trois fontaines celle qui existe déjà au pied de la colonne de Médicis, on verra que la place de la Bourse de commerce ne manquera pas d'eau. Toutefois, si la Ville le juge convenable, ces fontaines pourront être remplacées par des groupes de sujets allégoriques en bronze ou en pierre.

Si ce projet grandiose se réalise, Paris sera enfin doté d'une Bourse de commerce digne de son importance. Paris n'est-il pas, par ses voies ferrées et fluviales, le centre commercial et industriel de notre pays ? Comme tonnage brut, c'est le premier port français, et aucune de nos villes maritimes ne peut en offrir un pareil. Il n'y a donc pas à hésiter et aucune considération de dépense ne peut priver plus longtemps la capitale de la France d'un organe essentiel à sa vitalité.

MARIE-PAUL.

JOURNAUX ET REVUES

Le *Mémorial de la Loire*, qui a déjà publié une bonne partie des lettres de l'amiral Courbet, et qui est en veine de révélations, pose une question à laquelle il ne sera sans doute pas fait de réponse :

Le nom du fameux Mustapha-Pacha, ancien premier ministre du bey de Tunis, Mohamed-es-Sidock, revient sur l'eau à l'occasion du procès, passablement scandaleux, qui se plaide en ce moment dans la capitale de la Régence.

Le *Mémorial de la Loire* prendra la liberté de demander s'il est faux ou s'il est vrai que Mustapha-Pacha ait fait remettre à certaine grande dame, qui toucha de fort près à un personnage très en vue du parti républicain, un coiffeur de perles d'un très grand prix à l'époque où l'Alfesse richissime sollicitait, en France, des lettres de naturalisation.

Ce petit point d'histoire aurait-il — si nous en croyons nos renseignements — un intérêt politique en même temps qu'un intérêt judiciaire.

On voit que les *mystères de Tunis* ont de nombreuses péripéties et que, de quel côté qu'on se retourne, la corruption républicaine affirme son existence. Je marche, donc j'existe, dit le philosophe. Je corromps, donc j'existe, peut dire la République.

— Un correspondant prussien de la *Zeitung Rundschau* a voyagé en Alsace-Lorraine et envoie au journal berlinois les curieuses impressions de voyage que nous reproduisons ici sans commentaires. Nous en avons pris la tradition dans le *Petit Parisien*.

Les grandes villes comme Strasbourg et Mulhouse ont une physionomie française. C'est bien plus encore à la campagne. J'ai visité ces jours derniers les environs de Colmar et de Münster, contrées qui, comme on me l'avait assuré, étaient l'une des dernières des bords du Rhin. Dans une tournee de ce genre, on n'a guère autre chose à faire avec les compagnons qu'à leur demander le chemin, mais cette occasion suffit pour vous faire faire de désagréables expériences. Il est rare de trouver quelqu'un qui ne dispose à vous répondre. On vous répond le plus souvent : « Nix parier alle-

mand ! » Ce qui est encore plus blessant pour une oreille allemande, c'est de recevoir pour toute réponse un « A bas les Prussiens ! » ou, ce qui revient au même, un « Nix parier ! ». Il est aussi, qui, par haine pour les Allemands, vous indiquent un taxi chemin.

C'est une erreur de croire que la génération prochaine se montrera de meilleure composition : il est de fait qu'on trouve fort peu d'enfants qui comprennent l'allemand.

Les campagnards n'ont-ils qu'à contre-cœur leurs enfants à l'école, et il est certain que, si l'on voulait les y forcer, ils s'y opposeraient net : ils craignent évidemment qu'on ne veuille faire de leurs enfants des Allemands.

— Voici un nouvel extrait de la lettre sur notre situation au Cambodge, lettre dont nous avons cité hier un passage :

Nous sommes enfin arrivés à Takéo : nous avions fait quarante kilomètres, en nous estimant heureux d'être arrivés, car les balles étaient nombreuses. L'ennemi, fier de son succès, venait nous attaquer dès le lendemain dans la pose de Takéo que nous avions pu à peu près en état de défense, mais qui laisse encore beaucoup à désirer. Au bout de quelques jours, nous apprenons que l'ennemi avait construit un nouveau fort à une heure et demie de Takéo, et qu'il comptait une troupe de 2,000 hommes dont 500 environ armés de fusils. A cette époque nous recevions une cinquantaine d'hommes de renfort, ce qui portait notre colonne à 60 soldats d'infanterie de marine, 80 tirailleurs et 25 miliciens du poste.

Nous avions encore une pièce de 4, approvisionnée à trente-deux coups et manœuvrée par six soldats d'infanterie de marine avant fait l'exercice. Cette pièce nous servait à un coup de canon ! Nous attaquons le nouveau fort de Bantala-Angko, l'artillerie n'ayant produit aucun résultat, nous sommes forcés de nous retirer sous peine de faire des pertes sérieuses en essayant d'enlever une position très bien fortifiée.

Voilà donc mais que cette situation dure et devient pénible. Nous avons à peine des cartouches en quantité suffisante : 15,000 cartouches pour 175 hommes, ce n'est guère, si l'ennemi nous attaque plusieurs jours de suite. Nos hommes, comme nous, du reste, n'ont d'autre loi que la planche avec une natte, et comptent vingt-sept mois de Tong-King ou de Cambodge.

Nos malheureuses colonies n'en peuvent plus. Leurs souffrances ont été grandes, mais on fait le silence dessus.

Cette lettre est signée par un fonctionnaire appartenant à l'armée.

— La *Gazette de Cambrai* publie le récit de l'affaire de Lang-Son, d'après une lettre qui lui est adressée par un soldat témoin actif de ce combat.

Nous en extrayons le passage suivant qui vient mettre à néant les insinuations malveillantes de l'opportunisme contre le colonel Herbering :

A Lang-Son, nous avions devant nous et presque autour de nous 80,000 chinois accablés, tandis que nous comptions à peine 3,000 hommes valides. Ils ne nous ont pourtant pas empêchés d'aller enfoncer leur porte de Chine.

Cette porte, dont on a tant parlé existe entre deux rochers qui se perdent dans les nues et qui ont, dit-on, 300 mètres de haut. De chaque côté, entre les parois de ces montagnes, sont construits des murs en maçonnerie, sur lesquels sont attachés les gonds d'une énorme porte que le général de Négrier a trouvé fermée, mais qu'il a fait voler en pièces à coups de boulets de canon.

Nous ne pouvions pas tenir longtemps devant des masses considérables qui menaçaient de nous envelopper. Forcés nous fûmes de battre en retraite le 24 jusqu'à Lang-Son.

Si l'on excepte un bataillon du 11^e de ligne qui avait perdu tous ses chefs et dont la retraite fut un peu précipitée, nous recue- lames en bon ordre et en donnant le temps à l'artillerie de se retirer.

C'est à trois heures et demie que le général de Négrier tomba sur le champ de bataille. Ce malheur achève notre perte. Les blessés appelèrent à leur secours ; il y alla tout d'un coup, les uns mourant, les autres se blessant.

C'est ainsi que nous avons gagné Lang-Son. Herbering avait pris aussitôt le commandement de la colonne. Négrier n'aurait pas abandonné les bords fortifiés, mais Herbering n'osa point prendre sur lui la responsabilité d'une pareille audace. Ses soldats étaient épuisés de fatigue, nous n'avions pas de souliers aux pieds, et nous pouvions, si les secours nous faisaient défaut, être cernés sans espoir de pouvoir nous défendre longtemps. Il nous restait dans le gîte, en moyenne, deux paquets de cartouches, et l'artillerie avait peut-être encore deux cents coups à tirer.

— Le *Journal d'Ille-et-Vilaine* rapporte les faits suivants :

Notre arrondissement de Fougères, si profondément catholique, a été vivement impressionné par la relation des faits scandaleux qui se sont passés dans l'église de Mézières, à l'occasion de la fête du 14 Juillet.

Le 14 juillet, M. le maire de Mézières fit demander à M. le curé les clefs pour faire sonner les cloches à dix heures du matin. M. le curé refusa. M. le maire répliqua qu'il ne pourrait sonner pendant un quart d'heure, conformément à la loi. M. le maire ayant fait observer que ce serait trop peu de temps de ne sonner que pendant un quart d'heure, il fut convenu entre M. le maire et M. le curé que les cloches sonneraient pendant un quart d'heure.

Jusqu'ici il n'y a rien à dire ; les cloches sonneront comme d'habitude, et, une fois la sonnerie finie, le sacristain ferma l'église.

Mais voici le fait scandaleux. Quelques minutes avant midi, M. le maire aurait fait ouvrir la sacristie, et il aurait enjoint au sacristain de faire sonner les cloches, disant, il est vrai, qu'il voulait dîner au son des cloches de la République.

Le sacristain répondit qu'il n'avait pas d'ordres et qu'il ne sonnerait pas.

Le maire alors requit un serrurier, fit crocheter la serrure de la grande porte, qui résista à tous les efforts. Devant cet insuccès, le maire ordonna de forcer une des autres portes, ce qui fut fait.

La porte était ouverte, M. le maire donna immédiatement l'ordre de sonner les cloches, et ces carillons dura pendant une heure dix minutes, c'est-à-dire pendant tout le temps de repas de M. le maire.

Mais pendant que ce dernier dînait, ses amis dînèrent aussi et surtout buvaient largement dans l'église, ne respectant rien, parlant, criant, vociférant devant l'autel, laissant sur les dalles du chœur renversés, faisant de l'église enfin un lieu d'orgie.

M. le maire de Mézières est en même temps conseiller général pour le canton de Saint-Aubin-du-Cornier.

— Le *Mémorial de la Loire*, après avoir reproduit en entier l'article du *Voltaire* du 19 juillet, dans lequel M. Ranc mentionne la réponse que lui a faite la fœlle conservatrice de Saint-Etienne, s'exprime ainsi :

M. Ranc n'accepte point notre proposition. Il ne veut pas que Saint-Etienne devienne une ville *pro-simili* et les originaux que nous tenons à sa disposition. Le nombre des lettres publiées devient très considérable ;

il en pleut de toutes parts. Si M. Ranc voulait les vérifier toutes, il serait obligé de faire son tour de France. Il préfère rester chez lui.

Comme il lui plaira. Mais nous aimons à penser que M. Ranc nous donne ainsi cause gagnée et qu'il ne lui arrivera plus de mettre en doute l'authenticité des documents que nous avons publiés.

M. Ranc essaie maintenant une autre tactique. Il désire connaître les noms des personnes auxquelles les lettres de l'amiral ont été adressées.

La prétention est nouvelle. M. Ranc demande à voir les lettres. On lui répond : « Venez les voir ! » Et il réplique : « C'est bien, cela me suffit ; mais montrez les enveloppes. »

Cela fois, M. Ranc nous permettra de lui dire qu'il est trop curieux. La suscription des enveloppes ne fait rien à l'affaire. Qu'importe les noms des amis à qui l'amiral confiait ses angoisses et ses indignations de patriotes ? Quand nous aurons dit à M. Ranc que la lettre où les républicains se défendaient de la mort, sont traités de polichinelles, a été adressée à M. X... demeurant à... M. Ranc sera bien avancé !

Une telle exigence est puérile ; nous ajoutons qu'elle est singulière de la part de M. Ranc.

De notre part, nous demander les noms des destinataires des lettres de l'amiral Courbet, M. Ranc aurait dû commencer par nous révéler le nom que nous-même lui avions réclamé pour un grave motif personnel.

Ce nom, que M. Ranc nous devait et qu'il nous doit encore, est celui de ce correspondant qui, dans une lettre reproduite par M. Ranc, prétendit avoir « acquis la certitude que les lettres attribuées à l'amiral n'existaient pas » et qu'elles avaient été « fabriquées ».

Est-il admissible que ce monsieur nous accuse de « fabriquer » des lettres et qu'il se défende en disant que les lettres de l'amiral, c'est nous, c'est M. Ranc pour les amis de l'amiral, derrière un prudent anonymat ?

Nous insistons encore auprès de M. Ranc. Il ne peut nous refuser le nom que nous lui demandons pour la deuxième fois ; il ne saurait voir une indiscrétion coupable dans notre désir.

C'est le droit de connaître les noms et la qualité du personnage qui nous a traités de faussaires.

M. Ranc ne voit dans la correspondance de l'amiral Courbet que des réminiscences « personnelles ». L'amiral n'a jamais pardonné au ministère de l'avoire remplacé par le général Millet dans le commandement du corps expéditionnaire.

Brave soldat sans doute, dit M. Ranc, « mais caractère sans grandeur, âme sans noblesse ni désintéressement ; toujours des préoccupations personnelles, rien que des préoccupations personnelles. »

M. Ranc ose-t-il adresser un tel reproche à la mémoire du glorieux marin qui vient de mourir pour son pays ? C'est au contraire le désintéressement le plus absolu, le dévouement le plus généreux, l'abnégation la plus complète, le patriotisme le plus élevé et le plus pur qui se soient vus dans les lettres admirables.

Il suffit pour condamner M. Ranc, de reprendre cette correspondance et d'en citer des extraits. C'est une tâche que nous proposons d'accomplir très prochainement.

La France et la Birmanie

Londres, 20 juillet.

On télégraphie de Calcutta au *Times* :

« On annonce que l'entrevue de M. Haas, consul de France, et du roi Thebau, s'est passée d'une manière satisfaisante, que le roi a exprimé des sentiments amicaux à l'égard de la France, et qu'il a fait présent d'une coupe en or à M. Haas, auquel il a remis en outre une décoration. »

« Cependant, un autre rapport dit que l'entrevue a été très courte et non satisfaisante, et que M. Haas est dégoûté du traitement qu'il a subi. »

« Il est difficile de décider quelle version est la vraie. »

AGENTS COMMERCIAUX FRANÇAIS

Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur l'œuvre des *Cartes commerciales* du monde entier, que publie M. l'ingénieur Bianconi chez Chaix. La carte de *Thrace* vient de paraître ; cette carte complète la description de la Turquie d'Europe.

Dans le volumineux texte si détaillé, qui accompagne la carte de *Thrace*, nous avons remarqué, sous la rubrique *Vieux du commerce*, un projet de création d'agents commerciaux dont l'importance considérable, en faveur des intérêts français, ne saurait échapper à personne.

Après avoir prouvé que nos consuls ne peuvent s'occuper utilement du commerce français, qu'ils ne peuvent pas le renseigner pratiquement comme on le désirerait, M. Bianconi ajoute :

Puisque les consuls ne peuvent pas être des agents commerciaux, comme nous venons de le démontrer, le gouvernement devrait, selon nous, désigner dans chacune des régions commerciales du monde un représentant n'ayant pas de qualité officielle, mais qui serait reconnu cependant par les agents diplomatiques et consulaires français avec lesquels il serait en rapport constant. Cet agent relèverait directement du ministère du commerce et ne s'occuperait que des affaires commerciales. Il aurait pour mission de se déplacer afin d'étudier le pays dans toutes ses parties les plus intéressantes et les moins connues ; d'envoyer des rapports mensuels sur la situation commerciale de chaque centre important de la région ; de répondre à tous les négociants qui, par l'intermédiaire du ministère du commerce, lui adresseraient des demandes ; de signaler les débouchés nouveaux à notre commerce.

Il donnerait des détails précis sur les transports et leurs prix ; il indiquerait les prix réels des produits du pays auxquels il n'aurait pas encore passé par les mains des intermédiaires de la localité ; les produits manufacturés qui peuvent être introduits dans le pays et comment on doit s'y prendre pour le faire avec avantage, etc. Les rapports de cet agent seraient imprimés et distribués aux Chambres de commerce ou aux négociants qui voudraient les consulter. Mais il serait indispensable que l'agent commercial eût la région qui doit former sa circonscription et la langue ou les langues qu'il s'y parlent, ou bien qu'il sût déjà occupé de commerce dans ces parages.

C'est bien le seul moyen pratique que nous connaissions pour aider au relèvement de notre commerce qui périclite partout.

Après avoir donné le tableau détaillé de toutes les circonscriptions commerciales, M. Bianconi termine par un autre vœu tendant à placer auprès de chacune de nos légations un ingénieur qui aurait pour mission de se tenir au courant de toutes les inventions nouvelles et des perfectionnements introduits dans les manufactures et usines du pays dans lequel il résiderait.

Après avoir donné le tableau détaillé de toutes les circonscriptions commerciales, M. Bianconi termine par un autre vœu tendant à placer auprès de chacune de nos légations un ingénieur qui aurait pour mission de se tenir au courant de toutes les inventions nouvelles et des perfectionnements introduits dans les manufactures et usines du pays dans lequel il résiderait.

Après avoir donné le tableau détaillé de toutes les circonscriptions commerciales, M. Bianconi termine par un autre vœu tendant à placer auprès de chacune de nos légations un ingénieur qui aurait pour mission de se tenir au courant de toutes les inventions nouvelles et des perfectionnements introduits dans les manufactures et usines du pays dans lequel il résiderait.

Après avoir donné le tableau détaillé de toutes les circonscriptions commerciales, M. Bianconi termine par un autre vœu tendant à placer auprès de chacune de nos légations un ingénieur qui aurait pour mission de se tenir au courant de toutes les inventions nouvelles et des perfectionnements introduits dans les manufactures et usines du pays dans lequel il résiderait.

Après avoir donné le tableau détaillé de toutes les circonscriptions commerciales, M. Bianconi termine par un autre vœu tendant à placer auprès de chacune de nos légations un ingénieur qui aurait pour mission de se tenir au courant de toutes les inventions nouvelles et des perfectionnements introduits dans les manufactures et usines du pays dans lequel il résiderait.

Après avoir donné le tableau détaillé de toutes les circonscriptions commerciales, M. Bianconi termine par un autre vœu tendant à placer auprès de chacune de nos légations un ingénieur qui aurait pour mission de se tenir au courant de toutes les inventions nouvelles et des perfectionnements introduits dans les manufactures et usines du pays dans lequel il résiderait.

Espérons que ces beaux vœux seront pris en considération.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Angleterre

Londres, 20 juillet.

Le *Morning Post* de ce matin croit savoir que M. Waddington doit s'adresser au Foreign-Office s'il est vrai que l'administration des chemins de fer égyptiens, confiée jusqu'à présent à des Français, allait être remise exclusivement à des employés égyptiens.

Londres, 20 juillet.

Le *Daily News* dit au sujet de la question afghane :

« Bien que la situation ne soit pas de nature à justifier des appréhensions sérieuses et bien moins encore une panique, elle n'est pas entièrement sans danger. Il est donc extrêmement désirable que les négociations aboutissent aussitôt que possible. Nous croyons qu'en cette affaire le marquis de Salisbury poursuit, dans toute son intégrité, la politique de lord Granville et de M. Gladstone. »

De notre part, il y a un désir sincère d'arriver à un arrangement satisfaisant, ayant un caractère de permanence ; si du côté de la Russie on est dans les mêmes dispositions, comme tout porte à le croire, nous ne saurions être éloignés du terme des négociations.

Le *Times* se montre satisfait de voir que le langage des Russes, relativement à la question afghane, n'exclut pas l'espoir d'arriver à un arrangement équitable, basé sur la loyale acceptation de l'interprétation naturelle que comporte l'accord arrêté avec lord Granville.

Espagne

Madrid, 19 juillet.

Le gouvernement a autorisé le docteur Ferrán à faire les expériences qu'il voudra dans la ville de Calatayud, en Aragon, où le choléra a fait son apparition.

Un cas de choléra a été constaté dans le village de Gordio, près de Caceres, province d'Estramadure.

M. Nozal Perez, journaliste, ancien député de pouvoirs de don Carlos, est mort à Madrid.

Belgique

Bruxelles, 19 juillet.

Hier soir, un banquet a été offert par le gouvernement aux commissaires et aux jurés belges et étrangers de l'exposition d'Anvers.

Environ deux cents personnes y assistaient.

Plusieurs discours ont été prononcés. Le ministre des affaires étrangères a bu à la prospérité des souverains et des Etats représentés à l'exposition.

Le marquis Maffei, ministre d'Italie et doyen des commissaires généraux, a répondu par quelques paroles chaleureusement applaudies, et par un toast au roi des Belges qui a provoqué une véritable ovation à Sa Majesté.

Faits divers

Société pour l'instruction élémentaire. — Hier, à deux heures, a eu lieu, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la distribution des récompenses aux jeunes filles qui suivent les cours de la Société pour l'instruction élémentaire, 14, rue du Fournier.

La séance était présidée par M. Remollet, député de Seine-et-Oise et président de la Société.

Depuis sa fondation, qui remonte à 1815, la Société a récompensé près de 16,000 ins- Elle a dépensé 2,500,000 francs. titulaires et directrices de salles d'asile, donné 850 médailles aux auteurs de certains ouvrages et accordé des secours à plus de 1,000 ecclésiastes.

Dévalisés au Bois. — M. Renard, un fabricant d'articles de Paris, du quartier du Temple, a fait, hier, l'expérience du

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Un petit-fils de Jean Hiron

Jean Hiron ne rentrerait pas. Blanchard, il est bien de la famille. Il est vrai qu'il ne tue pas d'invalides comme son aïeul ; plus modeste, il se contente de dévaliser quelques maisons de campagne dans les environs de Paris.

Est-il sage, va ! La justice, cette éternelle gendarme, lui a demandé des explications, avant-hier, à la cour d'assises :

— Accusé, lui a dit le président Carlier, on a remarqué que dans la villa appartenant à M. Lebon, vous aviez négligé d'emporter certains objets, alors que d'habitude vous faisiez une razzia complète. Pourquoi, cette fois, n'avez-vous pas tout emporté ?

— Tiens ! parce que je ne pouvais pas ! Mettez-vous à ma place. J'avais déjà dans ma brousse trois pendules, six paires de flambeaux en argent et un baromètre. Impossible de plus rien prendre.

— Impossible de plus rien prendre. D. Vous étiez pressé d'accomplir votre vol ; vous craigniez d'être dérangé. Aussi n'avez-vous pas voulu ouvrir la porte d'un petit cabinet, porte sur laquelle vous étiez obligé d'écrire à la craie ces mots : « Si j'avais le temps, j'ouvrais, mais je préfère dévaler ! »

R. Oui, je le reconnais ; je craignais les importuns.

D. Vous aviez sur vous un revolver chargé.

R. C'était pour me défendre... contre les voleurs !

Un valet de chambre, entendu comme témoin, affirme qu'on lui a volé une malle pleine d'effets.

L'accusé. — Je n'ai pas volé monsieur. Monsieur se trompe.

Le témoin. — Ah ! je me trompe ! C'est trop fort ! Vous avez un rude toupet ! Mais ce paletot que vous avez encore là sur le dos, c'est à moi !

L'accusé. — Ah ! c'est donc à vous ? Si vous le reconnaissez, je n'ai plus rien à dire !

Cet accusé qui, comme disait M. Prudhomme, joint le cynisme à l'outrecuidance, a été condamné à huit ans de travaux forcés.

L'affaire Worth

On sait que Mme Allouard-Jouan et son mari, et M. Ch. de Stadenbach intentent à M. Worth et au journal le *Télégraphe* un procès en diffamation au sujet de la publication de la fautive « liste de mauvais payeurs ».

La cause a été appelée hier et renvoyée à quinzaine.

Le choix des jurés

Les jurés continuent à être bien choisis. Nous lisons dans le *Temps* :

Un des jurés qui figuraient sur la liste de la session actuelle de la cour d'assises de la Seine, ouverte jeudi, a dû être rayé, par ce motif qu'il avait été condamné autrefois pour mendicité et se trouvait par suite en état d'incapacité légale.

Emmanuel RAYON.

DEPARTEMENTS

Manche. — M. Liais, maire de Cherbourg, a donné hier, dans sa résidence particulière, située à peu de distance de la ville, en l'honneur des escadres russe et américaine, une fête des plus brillantes.

Les richesses incomparables de la flore du Brésil que renferment les serres créées par M. Liais, l'illustre astronome, ancien directeur de l'observatoire de Rio-Janeiro, étaient, ainsi que son magnifique parc, illuminées d'une façon féerique.

L'entrée des amiraux Franklin, commandant l'escadre des Etats-Unis, et Kosakoff, de la marine impériale russe, a été saluée par l'air national des deux pays, exécuté alternativement deux exécutants orchestres. Aussitôt l'arrivée dans le parc de M. le vice-amiral Dupetit-Thouars et des invités, les danses ont commencé et se sont prolongées jusqu'à cinq heures du matin.

Environ deux mille personnes assistaient à cette fête internationale dont on gardera longtemps le souvenir à Cherbourg.

**

Gard. — La commune de Tavel vient d'être mise en émoi par une tentative d'assassinat, qui coûtera très certainement la vie au pauvre garçon qui en a été la victime.

Les assassins sont trois jeunes Italiens travaillant aux chantiers de phosphates. La victime choisie n'était pas celle qui a été frappée ; ces misérables voulaient tuer un

de leurs compatriotes nommé Monato ; mais, trompés par l'obscurité, ils se rendirent chez lui et le criblèrent de coups de couteau jusqu'à ce qu'ils le crurent mort.

Ces trois gredins ont été arrêtés et conduits à la prison d'Arles.

Malgré des soins empressés, l'infortuné victime de cette lâche agression est à toute extrémité.

**

Tarn-et-Garonne. — Un incident étonnant s'est passé le jour de la fête dite nationale, dans un des quartiers de Montauban.

Vers onze heures et demi du soir, quelques individus, porteurs d'une statue en plâtre de la République, ont parcouru le quartier, mêlant des chants obscènes à des cantiques catholiques, et émettant les cérémonies religieuses.

Devant les établissements religieux, la bande agita une sonnette et l'un des individus affecta de donner la bénédiction.

Aliments, on éveillait des vieillards catholiques et on les prévenait que la messe serait célébrée à quatre heures du matin. Dans ce faubourg qui est habité par une quantité d'agents de police, pas un de ces agents n'est intervenu pour faire cesser cette mascarade sacrilège, qui s'est prolongée fort tard dans la nuit.

Voilà comment, sous la présidence Grévy, sont respectées la pudeur publique et la liberté de conscience.

**

Bouches-du-Rhône. — Depuis longtemps les époux Chabot, demeurant à Marseille, vivent en mauvaise intelligence. Chabot maltraitait sa femme et celle-ci avait récemment introduit une instance en divorce.

Samedi dernier, Chabot l'avait battue et l'avait mise à la porte, en lui disant de ne jamais revenir. La pauvre femme s'était réfugiée chez sa fille, mariée à un brave ouvrier.

Avant-hier, la dame Chabot était venue demander à son mari des renseignements dont elle avait besoin pour son instance en divorce ; elle était accompagnée de sa fille. Fuyant de cette visite, Chabot, s'adressant à sa femme, lui dit :

— C'est aujourd'hui que tu dois mourir. La pauvre femme répondit, résignée :

— Comme tu voudras.

Aussitôt Chabot, s'emparant d'un petit couteau à lame pointue, s'élança sur sa femme et lui porta un coup de couteau au sein gauche ; puis, se tournant vers sa femme, il lui donna également un coup de larme au-dessous du sein gauche. Les deux femmes s'enfuirent en poussant des cris d'effroi. Le meurtrier s'enfuit de son côté, mais il ne tarda pas à être arrêté.

Les blessures des deux femmes sont graves.

BIBLIOGRAPHIE

Le *Charme*, poème chevaleresque, par M. le vicomte de Lorgier. — 2 vol. in-18. — Didier, éditeur, Paris, 1885.

Le *Charme* est une épopée en deux parties : la *Conquête du charme* et la *Triumph du charme*. L'auteur n'est autre que le sénateur royaliste des Côtes-du-Nord, dont le talent si fin et si populaire dans toute la Bretagne a déjà produit plusieurs volumes de poésies remarquables. Le nom et la réputation de M. de Lorgier ne seront pas inutiles pour décider le lecteur indolent de 1885 à entamer la lecture d'un ouvrage en vers en deux volumes et en vingt-quatre chants. Mais, si l'on veut nous en croire, une fois le premier pas franchi, il n'aura pas à regretter son entreprise et se laissera conduire par le poète d'aventures en aventures, de miracles en miracles jusqu'à l'apothéose finale.

Les modèles de poèmes de ce genre ne manquent pas à l'étranger. Sans parler des Allemands, chez lesquels nous trouvons en première ligne l'*Obéron* de Wieland, les Anglais ont produit la *Reine des Fées*, de Spencer ; l'*Hubris*, de Butler ; la *Boule de cheveu enlevée*, de Pope, et, plus récemment, divers essais de poètes français. La littérature italienne nous a donné l'*Orlando innamorato*, du comte Bojardo, si bien refondu par Berni, où figurent les types immortels d'Agramant, de Sacripant et de Gradasso, de Rodomonte surtout, tous trouvés par l'auteur en rêvant dans la forêt de Fracasse, ou choisis parmi les noms de ses vassaux. Bojardo fut si joyeux, dit-on, de la dernière découverte — celle de Rodomonte — qu'il fit aussitôt sonner toutes les cloches des villages des

environs. Puis l'*Orlando furioso*, du prodigieux Arioste, ce chef-d'œuvre si admiré de la postérité, mais si diversement apprécié du vivant de l'auteur, que le cardinal d'Este ne pouvait s'empêcher de lui dire : « Dove, diavolo, messer Ludovico, avete pigliato tanto coglionerie ? » Ensuite vinrent le *Morgante Maggiore*, de Pulci, dont la réputation est encore grande en Italie, et dont Byron, avant de composer *Don Juan*, a traduit les premiers chants strophe par strophe ; le *Fuoridante*, du poète platonique Bernardo Tasso ; le *Rinaldo*, de son fils Torquato, l'auteur de la *Jérusalem délivrée*, et bien d'autres.

Il s'en faut bien que les autres littératures aient marché aussi glorieusement dans cette voie. La France, qui ne peut compter comme poèmes de ce genre le *Lutin* de Boileau, ni le *Vert-Vert* de Gresset, ni la *Pucelle* de Voltaire, œuvre assurément très spirituelle, mais encore plus immorale et antipatriotique, en est réduite à ses vieilles chansons de gestes dont quelques-unes mériteraient d'être traduites en français moderne, à des essais tels que l'*Œuvre* de Cazotte, qui a le tort d'être en prose, à l'*Organt* de Saint-Just que personne ne lit, et qui, par conséquent, n'amolirait rien l'horreur inspirée par l'odieuse terreur qui l'a écrit, et à la *Table ronde* de Creuzé de Lesser qui a joui d'une réputation méritée, mais qu'on a presque oubliée aujourd'hui, sans doute à cause de la versification souvent trop lâche et trop terne.

C'est peut-être d'*Obéron* que se rapproche le plus le *Charme* de M. de Lorgier, car dans les deux poèmes, il ne s'agit pas de l'éternelle guerre entre Agramant et Charlemagne, mais des aventures particulières d'un paladin de l'époque du grand empereur.

En voici le fond : Bonus, roi de Kermor, a pour femme Argrya, qui meurt en lui donnant pour fils Othon dont le parrain est Merlin, l'enchanteur. Celui-ci fait cadeau à son fils d'un pied de marjolaine, qui guérit toutes les blessures, et d'un miroir magique qui découvre toujours la vérité. Othon devient un beau et vaillant chevalier ; accompagné d'un serviteur dévoué, mari de Diana sa nourrice, il parcourt le monde, et le remplit du bruit de ses exploits. Protégé par Merlin, Milon et autres puissants magiciens, il secourt les opprimés, punit les méchants et rend son royaume à un souverain, dépossédé de ses Etats, dont il épouse la fille Fleur-de-Bois. Il revient alors vivre avec elle chez son père Bonus, qui célèbre sa joie par force fêtes et tournois, auxquels Charlemagne donne un éclat particulier par sa présence.

Telle est l'analyse naturelle et sèche et froide d'une épopée où l'intérêt ne se dément pas un instant, mais où il renaît sans cesse d'aventures dont le récit, avec ses développements, ne saurait trouver place ici, et de morceaux poétiques dignes des meilleurs maîtres. La versification de M. de Lorgier, toujours facile et élégante, suit l'alternance de la monotonie par des formes variées ; plus d'une page mériterait d'être offerte à nos lecteurs, que nous devons, bien malgré nous, renvoyer à l'ouvrage lui-même ; mais nous sommes persuadés qu'ils ne s'en plaindront pas.

SPORT

COURSES A VINCENNES

Dimanche 19 juillet

RÉSULTATS

PRIX D'AVRON (1,500 fr., 1,000 mètres).
1. Glavados, 7/4, à M. G. Fillion (Lane).
2. Ninette, 6/1, à M. A. Lupin (Price).
3. Sully, 6/4, à M. Gaudin (Lavis).

Non placés : Vénère, Faribole, Roi-neu-sis, Waveless et Hetman.

Gagné de six longueurs ; le troisième à une encolure.

Le vainqueur réclamé 3,107 fr. par M. A. Jorel.

PRIX DU RAINCY (2,500 fr., 2,100 mètres).
1. Lady-Murray, égalité, à M. Ch. Cunningham (J. Bundy).

2. Chamboran 12/1, à M. A. Stripp (Crickmere).

3. Tyrolen, égalité, au comte de Berteux (Oxford).

Non placés : Paulonia (débordée), Gagné d'une demi-longueur ; le troisième à trois longueurs.

La gagnante réclamée 4,001 fr., par J. Harper.

PRIX DE JUILLET (5,000 francs, 2,500 mètres).

1. Riant, 7/4, à M. Descat (Oxford).

2. Pas-Bégueule, 3/1, à M. Michel Ephrussi (Crickmere).

3. Orignal, 3/1, à M. A. Lupin (Hunter).

Non placés : Guise, Emile (débordé), et Saphir.

Gagné de trois quarts de longueur ; le troisième à trois longueurs.

PRIX DE ROSNY (2,500 francs, 2,000 mètres).

1. Bellac, 5/4, au comte de Juigné (Kign).

2. Fanfare, 5/1, à M. H. Gibson (J. Goohc).

3. Questeur, 10/1, à M. L. Durosier (Newman).

Non placés : Savoyarde, Cupidon et Pensif.

Gagné de deux longueurs ; le troisième à six longueurs.

PRIX DES ORMES (steeple-chase, 2,000 fr., 3,000 mètres).

1. Octave, 7/4, à M. A. Khan (J. B. rker).

2. Annibal, 2/5, au comte de Chazelle (Pottel).

Gagné de quarante longueurs.

PRIX DES CASCADES (course de haies, 4,000 francs, 2,000 mètres).

1. Desvignes, 8/1, à M. A. Jorel (Reynolds).

2. Ithal, 20/1, au comte de Talhouët-Roy (Gy).

3. Almée, 7/4, à M. W. Wilde (Bishop).

Non placés : Rival, Cornette II, Vierge, Saucisson, et Enjoleur.

Gagné d'une demi-longueur, le troisième à une demi-longueur.

1. Riant, 7/4, à M. Descat (Oxford).

2. Pas-Bégueule, 3/1, à M. Michel Ephrussi (Crickmere).

3. Orignal, 3/1, à M. A. Lupin (Hunter).

Non placés : Guise, Emile (débordé), et Saphir.

Gagné de trois quarts de longueur ; le troisième à trois longueurs.

PRIX DE ROSNY (2,500 francs, 2,000 mètres).

1. Bellac, 5/4, au comte de Juigné (Kign).

2. Fanfare, 5/1, à M. H. Gibson (J. Goohc).

3. Questeur, 10/1, à M. L. Durosier (Newman).

Non placés : Savoyarde, Cupidon et Pensif.

Gagné de deux longueurs ; le troisième à six longueurs.

PRIX DES ORMES (steeple-chase, 2,000 fr., 3,000 mètres).

1. Octave, 7/4, à M. A. Khan (J. B. rker).

2. Annibal, 2/5, au comte de Chazelle (Pottel).

Gagné de quarante longueurs.

PRIX DES CASCADES (course de haies, 4,000 francs, 2,000 mètres).

1. Desvignes, 8/1, à M. A. Jorel (Reynolds).

2. Ithal, 20/1, au comte de Talhouët-Roy (Gy).

3. Almée, 7/4, à M. W. Wilde (Bishop).

Non placés : Rival, Cornette II, Vierge, Saucisson, et Enjoleur.

Gagné d'une demi-longueur, le troisième à une demi-longueur.

La *Nationale* a été créée au capital de

15 millions de francs, divisés en 3,000 actions nominatives de 5,000 francs chacune, sur lesquelles il n'a été rien versé, comme à l'*Union*. Les actionnaires ont déposé en garantie pour chaque action un titre de rente de 50 francs, dont ils touchent les arrérages.

Les dividendes ont été très réduits dans les débuts. Au bout de cinq ans de fonctionnement, c'est-à-dire en 1884, la Compagnie a distribué un dividende de 30 francs, soit moins de 1 0/0 du capital déposé ; six ans après, c'est-à-dire en 1890, le dividende a été de 100 fr., soit 2 0/0 du capital déposé. L'action, qui vaut aujourd'hui un peu plus de 13,000 francs, a valu 350 francs en 1880, après vingt exercices.

Le *Phénix*, créé en 1844, a eu son capital de 4 millions de francs, divisé en 800 actions nominatives de 5,000 francs chacune, libérées de 1,000 francs. Son premier dividende a été de 150 francs pour cinq exercices ; son second de 100 francs pour trois exercices ; son troisième de 150 francs pour trois exercices encore.

Aussi l'action, sur laquelle 1,000 fr. ont été versés, est descendue du pair à 400 fr. en 1850. Ce n'est que vers 1866 que le mouvement ascendant s'est dessiné. L'action valait alors 1,100 francs. Vingt ans de travail pour sortir du pair ! Il y a lieu d'espérer que les nouvelles Compagnies n'aient pas un si long stage à faire.

Les autres Compagnies ont été moins heureuses encore. La *Caisse paternelle* qui a été créée en 1850 au capital de 6 millions de francs, divisés en 12,000 actions de 500 fr., sur lesquels 100 fr. ont été versés, a distribué 5 fr. la première année, 12 fr. 50 la seconde, 5 fr. la troisième, et elle s'est arrêtée pendant deux ans pour reprendre des distributions de dividende de 5 fr. à 20 fr. par an. L'action a eu des cours divers : elle ne valait que 145 fr. en 1878, après 28 ans de fonctionnement.

Nous ne dirons rien du *Crédit viager* dont la fortune a été beaucoup plus éprouvée. La *Caisse générale des Familles*, qui vient après, a distribué un dividende de 5 fr. par an, puis de 6 et de 7 fr. pour revenir à 5 fr., depuis sa création jusqu'en 1886. L'action valait 90 fr. en 1875 pour un versement de 100 francs. Vingt ans encore de stage !

Le *Monde*, qui date de 1864, n'a distribué un dividende qu'en 1880. Il a eu par conséquent seize années d'attente, et encore n'a-t-il pu distribuer un dividende que grâce à sa transformation financière de 1880 qui lui a permis de faire disparaître de son bilan ses comptes de commissions escomptées et de frais de premier établissement.

L'*Urbaine*, créée en 1865, a réussi un peu mieux, mais ses débuts n'ont rien de très remarquable. Pendant les cinq premières années, la Compagnie a distribué sur les actions libérées de 200 fr., un dividende de 8 fr., soit 4 0/0 du capital versé. Ce dividende s'est accru peu à peu jusqu'à 40 fr. et l'action, après être restée pendant neuf ans dans les environs de 250 fr., a fini par s'élever à 2,112 fr. d'où elle est descendue à 770 fr. Nous parlons des actions libérées de 200 fr. seulement.

Citons enfin le *Soleil* qui n'a distribué un dividende qu'au bout de six ans, et l'*Aigle* qu'au bout de 10 ans, et cela encore, grâce à une transformation financière. La *Confiance* a attendu à son tour dix ans pour entrer dans la période des distributions de dividendes.

Dans ces conditions générales, on ne peut comprendre l'impatience des actionnaires des nouvelles Compagnies. Ils devraient leur tenir compte des conditions plus difficiles du fonctionnement, des ardeurs de la concurrence et du nombre croissant des Compagnies. Dans tous les cas, la loi a une Compagnie sort des rangs et distribue un dividende au bout de quelques exercices, les actionnaires devraient en être satisfaits et la cote devrait exprimer par des cours de hausse la prospérité de cette Compagnie.

La *Foncière-vie* est seule dans ce cas. Conformément à des prévisions que nous avons développées dans ce journal, il y a quatre ans environ, cette Compagnie est arrivée, avant toutes celles qui ont été créées à la même époque, à la période bénéficiaire, et elle n'en sortira plus.

1. Riant, 7/4, à M. Descat (Oxford).

2. Pas-Bégueule, 3/1, à M. Michel Ephrussi (Crickmere).

3. Orignal, 3/1, à M. A. Lupin (Hunter).

Non placés : Guise, Emile (débordé), et Saphir.

Gagné de trois quarts de longueur ; le troisième à trois longueurs.

PRIX DE ROSNY (2,500 francs, 2,000 mètres).

1. Bellac, 5/4, au comte de Juigné (Kign).

2. Fanfare, 5/1, à M. H. Gibson (J. Goohc).

3. Questeur, 10/1, à M. L. Durosier (Newman).

Non placés : Savoyarde, Cupidon et Pensif.

Gagné de deux longueurs ; le troisième à six longueurs.

PRIX DES ORMES (steeple-chase, 2,000 fr., 3,000 mètres).

1. Octave, 7/4, à M. A. Khan (J. B. rker).

2. Annibal, 2/5, au comte de Chazelle (Pottel).

Gagné de quarante longueurs.

PRIX DES CASCADES (course de haies, 4,000 francs, 2,000 mètres).

1. Desvignes, 8/1, à M. A. Jorel (Reynolds).

2. Ithal, 20/1, au comte de Talhouët-Roy (Gy).

3. Almée, 7/4, à M. W. Wilde (Bishop).

Non placés : Rival, Cornette II, Vierge, Saucisson, et Enjoleur.

Gagné d'une demi-longueur, le troisième à une demi-longueur.

La *Nationale* a été créée au capital de

15 millions de francs, divisés en 3,000 actions nominatives de 5,000 francs chacune, sur lesquelles il n'a été rien versé, comme à l'*Union*. Les actionnaires ont déposé en garantie pour chaque action un titre de rente de 50 francs, dont ils touchent les arrérages.

Les dividendes ont été très réduits dans les débuts. Au bout de cinq ans de fonctionnement, c'est-à-dire en 1884, la Compagnie a distribué un dividende de 30 francs, soit moins de 1 0/0 du capital déposé ; six ans après, c'est-à-dire en 1890, le dividende a été de 100 fr., soit 2 0/0 du capital déposé. L'action, qui vaut aujourd'hui un peu plus de 13,000 francs, a valu 350 francs en 1880, après vingt exercices.

Le *Phénix*, créé en 1844, a eu son capital de 4 millions de francs, divisé en 800 actions nominatives de 5,000 francs chacune, libérées de 1,000 francs. Son premier dividende a été de 150 francs pour cinq exercices ; son second de 100 francs pour trois exercices ; son troisième de 150 francs pour trois exercices encore.

Aussi l'action, sur laquelle 1,000 fr. ont été versés, est descendue du pair à 400 fr. en 1850. Ce n'est que vers 1866 que le mouvement ascendant s'est dessiné. L'action valait alors 1,100 francs. Vingt ans de travail pour sortir du pair ! Il y a lieu d'espérer que les nouvelles Compagnies n'aient pas un si long stage à faire.

Les autres Compagnies ont été moins heureuses encore. La *Caisse paternelle* qui a été créée en 1850 au capital de 6 millions de francs, divisés en 12,000 actions de 500 fr., sur lesquels 100 fr. ont été versés, a distribué 5 fr. la première année, 12 fr. 50 la seconde, 5 fr. la troisième, et elle s'est arrêtée pendant deux ans pour reprendre des distributions de dividende de 5 fr. à 20 fr. par an. L'action a eu des cours divers : elle ne valait que 145 fr. en 1878, après 28 ans de fonctionnement.

Nous ne dirons rien du *Crédit viager* dont la fortune a été beaucoup plus éprouvée. La *Caisse générale des Familles*, qui vient après, a distribué un dividende de 5 fr. par an, puis de 6 et de 7 fr. pour revenir à 5 fr., depuis sa création jusqu'en 1886. L'action valait 90 fr. en 1875 pour un versement de 100 francs. Vingt ans encore de stage !

Le *Monde*, qui date de 1864, n'a distribué un dividende qu'en 1880. Il a eu par conséquent seize années d'attente, et encore n'a-t-il pu distribuer un dividende que grâce à sa transformation financière de 1880 qui lui a permis de faire disparaître de son bilan ses comptes de commissions escomptées et de frais de premier établissement.

L'*Urbaine*, créée en 1865, a réussi un peu mieux, mais ses débuts n'ont rien de très remarquable. Pendant les cinq premières années, la Compagnie a distribué sur les actions libérées de 200 fr., un dividende de 8 fr., soit 4 0/0 du capital versé. Ce dividende s'est accru peu à peu jusqu'à 40 fr. et l'action, après être restée pendant neuf ans dans les environs de 250 fr., a fini par s'élever à 2,112 fr. d'où elle est descendue à 770 fr. Nous parlons des actions libérées de 200 fr. seulement.

GAZETTE THÉÂTRALE

M. Lenoir est propriétaire d'une collection de phonos savants. M. Sari, directeur des Folies-Bergère, l'a autorisé à exhiber ses pensionnaires dans cet établissement jusqu'à la réouverture.

Or, voici ce qui est arrivé : M. C. Desmurs, à qui M. Sari a loué en 1884, pour six années consécutives, quatre-vingt-deux fauteuils d'orchestre et douze stalles, a voulu faire vendre ses billets sous le péristyle du théâtre; mais M. Lenoir s'y est opposé, il s'est alors retourné contre M. Sari; il l'a assigné en référé pour le faire condamner à respecter le traité. Le directeur des Folies-Bergère s'est défendu en disant qu'il n'avait nullement cédé ses droits à M. Lenoir, lequel, affirme-t-il, n'a même pas loué sa salle, et qu'il l'a ouverte à ses risques et périls pour exhiber ses phonos.

D'autre part, M. Lenoir, mis aussi en cause, a exposé qu'il n'avait pas occupé des combinaisons que M. Sari avait pu faire avec des tiers.

Dans ces conditions, le président a déclaré qu'il n'y avait lieu à référé et a renvoyé les parties à se pourvoir au principal.

Le comité formé par M. Porel, à l'Odéon, et qui a donné des auditions de plus de deux cents jeunes gens, fera connaître ses décisions cette semaine.

Si cette courtoisie ne donne pas de bons résultats, M. Porel fera débiter une dizaine de plus méritants dans le courant de septembre, et, d'eux, dépendra alors leur engagement définitif au second Théâtre-Français.

Nous ne pouvons qu'encourager cette intelligente initiative.

L'Égmont, de MM. Salvaire, Wolff et

Millard, sera représenté l'hiver prochain à l'Opéra-Comique.

M. Carvalho, présentement à Paris, vient d'entreprendre la partition que M. Salvaire est allé lui jouer, et il a aussitôt signé un traité avec les auteurs.

Égmont sera représenté après Lohengrin, c'est-à-dire vers le mois de mars 1886, avec M. Maurel et Mlle Isaac.

Voici quels sont les projets des directeurs de la Porte-Saint-Martin, des Nouveautés et des Variétés pour l'hiver prochain :

A la Porte-Saint-Martin, il est question d'une reprise de Théodora; d'Adrienne Lecouvreur, avec Mme Sarah Bernhardt; de Marion Delorme, avec Sarah Bernhardt et M. Philippe Garnier; et enfin, de la Jernisse des Montcalm, avec M. Pierre Berton.

Aux Nouveautés, on renouvellera par la Cantinière, Viendront ensuite la princesse Colombine, de MM. Maurice Ordonneau et Emile André; musique de M. Robert Planquette; le Petit Chaperon Rouge, de MM. Bium et Toché, musique de M. Serpette; Josephine vendue par ses sœurs, de MM. Paul Ferrier et Fabrice Garre, musique de M. Victor Roger.

Les Variétés ouvriront par une pièce de MM. Blum et Toché pour les Hanlon-Les; puis on reprendra le Voyage en Suisse, avec les mêmes Hanlon, et probablement Gilmère le Bien-Aimé, avec M. Dupuis.

Jumelles Fischer, les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la rue.

7, rue de la Paix.

G. DORANT.

Grand appartement confortable-

ment meublé, 400 francs par mois.

S'adresser à M. LAISER, 16, r. Grange-Batelière.

Garde-meubles

Avances d'argent sur mobiliers et bijoux. Achats

Ecrite à M. D., 108, rue Richelieu.

Industrie et Commerce

BOUGIE DE L'ÉTOILE. Exigible mot Forme

DEPOT : 19, rue de la Chaussée-d'Antin.

CANAPÉ-LIT LEROUX

BREVETÉ S. G. D. G.

80, rue Montmartre, 80

PARIS

De 35 Fr. à 500 Fr.

Meuble élégant, utile et le plus

solide qui ait été fait jusqu'à ce jour

CONTENANT SA LITERIE

Pharmacie et Médecine

BANDAGE

H. Biondetti, 48, rue Vivienne.

MALADIES CONTAGIEUSES

Guérison sûre, traitement complet, détartrage

102, rue de Provence: lundi, jeudi, de 1 à 3; samedi

soir de 8 à 9.

MONTMIRAIL

(VAUCLUSE).

3 EAUX MINÉRALES

1° Purgative unique en France

2° Sulfureuse la plus riche connue

3° Ferrugineuse — Douches.

Pharmacie et Médecine

BANDAGE

H. Biondetti, 48, rue Vivienne.

MALADIES CONTAGIEUSES

Guérison sûre, traitement complet, détartrage

102, rue de Provence: lundi, jeudi, de 1 à 3; samedi

soir de 8 à 9.

MONTMIRAIL

(VAUCLUSE).

3 EAUX MINÉRALES

1° Purgative unique en France

2° Sulfureuse la plus riche connue

3° Ferrugineuse — Douches.

Pharmacie et Médecine

BANDAGE

H. Biondetti, 48, rue Vivienne.

MALADIES CONTAGIEUSES

Guérison sûre, traitement complet, détartrage

102, rue de Provence: lundi, jeudi, de 1 à 3; samedi

soir de 8 à 9.

MONTMIRAIL

(VAUCLUSE).

3 EAUX MINÉRALES

1° Purgative unique en France

2° Sulfureuse la plus riche connue

3° Ferrugineuse — Douches.

Pharmacie et Médecine

BANDAGE

H. Biondetti, 48, rue Vivienne.

MALADIES CONTAGIEUSES

Guérison sûre, traitement complet, détartrage

102, rue de Provence: lundi, jeudi, de 1 à 3; samedi

soir de 8 à 9.

MONTMIRAIL

(VAUCLUSE).

3 EAUX MINÉRALES

1° Purgative unique en France

2° Sulfureuse la plus riche connue

3° Ferrugineuse — Douches.

Pharmacie et Médecine

BANDAGE

H. Biondetti, 48, rue Vivienne.

MALADIES CONTAGIEUSES

Guérison sûre, traitement complet, détartrage

102, rue de Provence: lundi, jeudi, de 1 à 3; samedi

soir de 8 à 9.

MONTMIRAIL

(VAUCLUSE).

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 20 JUILLET

(à 1 h. 15 soir.)

Matière de coton. — Ferme.
Dispon. 61 75 à 62 .. 1/4 dern. 63 75 à 64 ..
Courant 61 75 à 62 .. 1/4 prem. 64 75 à 65 ..
Aout 62 .. à 62 50 ..

Matière de lin. — Calme.
Dispon. 57 50 à 57 75 .. 1/4 dern. 54 25 à 54 75 ..
Courant 57 .. à 57 50 .. 1/4 prem. 54 .. à 54 50 ..
Aout 57 50 à 58 ..

Spiritueux. — Ferme.
Dispon. 47 50 à 48 .. 1/4 dern. 48 75 à 49 ..
Courant 47 50 à 48 .. 1/4 prem. 49 50 à 50 ..
Aout 48 .. à 48 50 ..

Sucres. — Calme.
Dispon. 45 75 à 46 .. 1/4 sept. 46 87 à 47 ..
Courant 45 25 à 45 .. 1/4 oct. 46 50 à 47 ..
Aout 45 75 à 46 ..

Sucres bruts 88% 45 50 à ..
— raffinés 46 50 à 109 50

Neuf-Marchés : Douze-Marchés :
Dispon. 47 .. à 48 .. 1/4 dern. 50 50 à 51 ..
Courant 47 .. à 48 .. 1/4 nov. 51 .. à 52 ..
Aout 47 .. à 48 ..

Marque de Corbelle, 159 l. toile à rendre : 50 ..
Farine de consommation, 159 kil. bruts : 42 50

Métaux. — Calmes.
Dispon. 23 25 à 23 50 .. 1/4 dern. 23 75 à 24 ..
Aout 23 25 à 23 50 .. 1/4 nov. 24 .. à 24 25

Sécher. — Calmes.
Dispon. 16 25 à 16 .. 1/4 dern. 15 50 à 16 ..
Aout 16 25 à 16 .. 1/4 nov. 16 .. à 16 25

Avances. — Calmes.
Dispon. 18 25 à 18 50 .. 1/4 dern. 18 25 à 18 50 ..
Aout 18 25 à 18 50 .. 1/4 nov. 18 25 à 18 50

MARCHÉ DE LA VILLETTE

du lundi 20 juillet 1885

Cours officiels	Années	Vendus	1 ^{re} Qualité	2 ^e Qualité	3 ^e Qualité	Prix extrêmes
Bœufs...	2,740	2,325	1 60	1 44	1 24	1 14 à 1 64
Vaches...	887	800	1 54	1 34	1 14	1 04 à 1 58
Taureaux...	452	472	1 34	1 24	1 04	1 02 à 1 38
Veaux...	1,330	1,183	1 50	1 40	1 20	1 10 à 2 10
Moutons...	33,350	21,240	1 68	1 58	1 48	1 34 à 1 92
Porcs...	2,151	2,145	1 66	1 62	1 56	1 34 à 1 70

PRIMES GRATUITES

Tout nouvel abonné de la Patrie qui prendra un abonnement d'un an, aura droit, comme PRIME GRATUITE, à l'ouvrage ci-après :

HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE

Ouvrage illustré, en 4 volumes in-4^e Orné de 345 vignettes, portraits historiques, etc.

Frais d'expédition : 3 francs.

Nous continuons d'offrir à nos abonnés d'un an et de six mois, entre autres primes gratuites :

UN JOLI ENCRIER

FAÏENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé, avec inscription reproduisant le titre et la manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La Compagnie du chemin de fer d'Orléans mettra en marche un train de plaisir, au départ de Paris, pour une excursion dans la Creuse et le Limousin.

Ce train partira de Paris le jeudi 30 juillet, à 10 h. 35 du soir.

Il desservira les stations comprises entre Argentan, Saint-Sulpice-Laurière, Bourgneuf, Guéret, Felletin, Cressat, Le Dorât, Conzeix-Chapelle, Lathus, Limoges et Eymour.

Le retour aura lieu le 8 août, pour arriver à Paris le 9 août à 8 h. 15 du matin.

Prix des places, aller et retour :

2^e classe, 30 fr. ; 3^e classe, 20 fr.

DÉCÈS

DU 18 JUILLET 1885

Deuxième arrondissement. — M. Augros, 20 ans, rue Saint-Sauveur, 76.

Troisième arrondissement. — Mme Deconcelis, 37 ans, rue Chapais, 28.

Quatrième arrondissement. — M. Pépin, 63 ans, rue Saint-Merri, 35.

Cinquième arrondissement. — Mme Jacqueline, 41 ans, rue Flatters, 18. — M. Desgranges, 23 ans, rue de la Huchette, 29. — M. Cornet, 10 ans, bd Port-Royal, 4.

Sixième arrondissement. — M. Lunel, 18 ans, rue Gil-le-Cœur, 12. — M. Fourquin, 67 ans, rue de Serres, 135.

Septième arrondissement. — M. Benoist, 22 ans, rue de Grenelle, 122. — Mme Vve de Semailles, 72 ans, rue de la Lige, 7. — M. Piellard, 66 ans, r. Oudinot, 19.

Huitième arrondissement. — Mme vve Gauthier, 85 ans, rue Lavoisier, 23. — M. Laurent, 51 ans, egl. Saint-Louis-d'Antin.

Neuvième arrondissement. — M. Robert, 49 ans, rue Hausmann, Opéra. — M. Dettlin, 61 ans, rue Richer, 46.

Dixième arrondissement. — M. Schmitz, 73 ans, rue Saint-Vincent, 19. — M. Chapuis, 44 ans, rue d'Alsace, 15. — Mlle Alonzo, 12 ans, bd Denain.

Onzième arrondissement. — M. Pagès, 71 ans, bd Voltaire, 159. — Mlle Manchon, 15 ans, rue Neuve-des-Boulets, 3.

Douzième arrondissement. — M. Glatigny, 27 ans, rue Madagascar, 7. — M. Dubreil, 78 ans, rue Traversière, 46.

Treizième arrondissement. — Mlle Ladrange, 43 ans, rue Doremy, 3. — M. Tabouret, 41 ans, quai de la Gare, 1. — M. Laroche, 2 ans, bd de la Gare, 99. — M. Bazile, 43 ans, bd Gare, 162.

Quatorzième arrondissement. — Mme vve Bouchier, 72 ans, rue Belambre, 39. — Mme Lambillard, 52 ans, rue Didot, 39. — Mme vve Laroche, 74 ans, egl. Notre-Dame-des-Champs. — M. Geay, 32 ans, rue Calanis, 1.

Quinzième arrondissement. — M. Boudinat, 74 ans, rue Croix-Nivert, 80.

Sixième arrondissement. — M. Chuffart, 26 ans, rue Chaligny, 4. — M. Kuentzmann, 61 ans, rue de Passy.

Dix-septième arrondissement. — M. Grolou, 38 ans, rue Joffroy, 57. — Guillet, 34 ans, rue Truffaut, 98.

Dix-huitième arrondissement. — M. Brun, 13 ans, rue Léon, 37. — Mme Tarayre, 58 ans, rue de Panama, 12. — Mme Brouy, 69 ans, r. Flocon, 7. — Mme Colas, 73 ans, rue de la Chapelle, 144. — M. Beirebelle, 85 ans, rue Trois-Frères, 35. — M. Blak, 23 ans, rue de la Charbonnière, 12.

Dix-neuvième arrondissement. — Mme Leconte, 46 ans, rue de la Vierge, 13 bis. — M. Bertrand, 29 ans, rue Bolivar, 103. — M. Bertrand, 42 ans, rue de Plandre, 153. — Mme Marie, 74 ans, bd de la Ville, 26.

Vingtième arrondissement. — Mme Vve Raguinot, 78 ans, rue Ménilmontant, 16. — Mme Vve Nicolas, 47 ans, rue de l'Herminette, 20. — Mme Vve Parizot, 75 ans, rue de Belleville, 136. — Mme Vve Bodin, 91 ans, rue de l'Herminette, 20. — M. Parmentier, 66 ans, rue des Pyrenées, 240. — M. Jean Baptiste, 63 ans, rue de Bagneux, 19. — M. Richard, 55 ans, rue de Bagneux, 19. — M. Milhan, 41 ans, bd de Charonne, 56. — M. Anquetin, 64 ans, rue des Ortolans, 29. — Mme Vve Cavalier, 63 ans, rue des Amandiers, 62.

à partir du 10 août, à la Caisse municipale, à l'Hôtel de Ville.

SPECTACLES DU 20 JUILLET

Opéra, 7 h. 3/4. — L'Africain.

Français, 8 h. 1/2. — Denise.

Opéra-Comique, 7 h. 3/4. — L'Assommoir.

Ambigu, 8 h. 1/2. — Relâche.

Ménus-Plaisirs, 8 h. — La Mascotte.

Nations, 7 h. 3/4. — La Bergère d'Ivry. — Les Chevaliers du Pince-Nez.

Château-d'Eau, 8 h. — La Mille et Deuxième Nuit.

Beaumarchais, 8 h. 1/2. — Le Jésuite.

Edorado, boulevard de Strasbourg, 8 h. — Concert varié.

Eden-Théâtre, rue Auber, près l'Opéra. — 8 h. 1/4. — Messalina, grand ballet historique.

Ambassadeurs. — Tous les soirs à 8 heures, spectacle et concert varié.

Alcazar d'Été (Champs-Élysées). — Tous les soirs, Concert varié. — Dimanches et fêtes, Matinées.

Folies-Bergère, 8 h. 1/4. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.

Hippodrome. — Tous les soirs à 8 h. 1/2; dimanches, jeudis et fêtes, matinée à 3 h.

Jardin d'Acclimatation. — Samedi, dimanche et jours fériés, soirée d'été, jeux, grande fête.

Elysée-Montmartre. — Bal les dimanches, jeudis et samedis. Grande fête tous les mardis.

Cirque d'Été. — Tous les soirs, à 8 h. 1/2, Exercices équestres.

Jardin de Paris. — Tous les soirs, à 8 h. 1/2, Spectacle-Concert. — Mercredi et samedis, Bal, fête de nuit.

Musée Grévin (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 1 heure à 11 heures du soir; Dimanches et fêtes, de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

Eden-Musée, 17, boulevard de Strasbourg. — Le Drame militaire. — Apothéose de Victor Hugo.

Panorama de la Prise de la Bastille. — Au pont d'Austerlitz.

Panorama. — Constantinople, vue prise de la Corne-d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

Le Gérant du Journal : G. GRISIER.

Ventes et Achats de Fonds

À céder (dépôt) Quincellerie-Fers-Acières, Ardenne, p. valeur marchandises et matériel. Produit net 14,000. Occasion. Labat, 1, r. Bailly.

USINE (ESV) 60 lieues de Paris, propre à toute industrie, notamment à TEINTURERIE. (Eau excellente.) Force eau min. 25 chevaux. Main-d'œuvre bon marché. Constructions parfaites. Parc, 2 étages poissonniers. Prix 480,000. On louerait maison de maître (47 ha. lagde). Superficie totale: 6 hectares. Pays de chasse. Labat, 1, r. Bailly.

Boutique-Fantaisie, Art Paris (gros-1/2 gros) à céder, gde ville. Prix 13,000. Labat, 1, r. Bailly.

Distillerie Vins-Spiritueux et Magasin de détail à céder (Somme), exploitée 25 ans de père en fils. Aff. 420,000. Net 15,000. Matériel important. Prix 45,000. Labat, 1, r. Bailly.

Nouveaux-Confect, p. Hommes tenu 22 ans à céder (Oise). Peu de frais. Belle install. Aff. 80,000. Net 20,000. Prix 35,000. Labat, 1, r. Bailly.

HOTEL-CARÉ 40 N° à céder (Calvados). Prix 18,000. (On vendrait 72,000 l'immeuble d'une superficie 2,000 mèt. PROPRES À INDUSTRIE ou on louerait le tout 2,000 l. Labat, 1, r. Bailly.

À vendre (fortune) DISTILLERIE A 22 h. de Paris. Belle enpl. activ. Aff. 50,000. Net 10,000. B. Mat. p. l. de 25,000. Agence de l'Industrie, 82, r. Hauteville.

À céder (fortune) DISTILLERIE A 22 h. de Paris. Belle enpl. activ. Aff. 50,000. Net 10,000. B. Mat. p. l. de 25,000. Agence de l